

Les subsides

Monsieur le Président, le marché mondial subit présentement des influences qui affectent les revenus des agriculteurs et des agricultrices du pays. Nous devons réagir sur plusieurs fronts afin de mettre fin à cette tendance inquiétante du commerce et nous avons montré que nous pouvons le faire et que nous pouvons prendre des initiatives qui s'imposent.

Récemment, à l'occasion du discours du Trône, le premier ministre (M. Mulroney) a livré un message sans ambiguïté aux agriculteurs et agricultrices du pays. Ce message est clair. Nous n'épargnerons aucun effort pour assurer la rentabilité et la croissance de notre secteur agricole.

Nous reconnaissons que l'agriculture canadienne est aux prises avec d'énormes difficultés et il nous faut faire preuve de détermination afin de protéger les intérêts de nos agriculteurs contre cette malheureuse guerre de subventions entre les États-Unis et la Communauté économique européenne.

Monsieur le Président, permettez-moi d'illustrer les effets de cette guerre sur l'agriculture canadienne. Selon les calculs d'Agriculture Canada, pour chaque dollar versé en 1985 afin de venir en aide à nos producteurs de blé, les États-Unis en ont versé eux 2,57 \$ en devise canadienne, il s'agit d'une comparaison. La Communauté économique européenne en a versé encore plus, soit 2,73 \$ d'argent canadien. Loin de diminuer, cet écart s'élargit au cours de la présente campagne agricole et on estime que la Communauté économique européenne et les États-Unis dépenseront près de quatre fois plus que nous, environ 3,75 \$ (argent canadien).

Cette situation, monsieur le Président, est parfaitement absurde. La politique agricole commune de la Communauté économique européenne est à l'origine du mal ainsi que par réaction le *US Farm Bill*. Cette guerre de subventions se traduit par des prix mondiaux irréalistes et sans aucun rapport avec les coûts de production. Songez, monsieur le Président, que l'on estime maintenant que le coût fiscal du *US Farm Bill* s'élèvera à au moins 52 milliards de dollars pour les trois prochaines années, en plus de 1,1 milliard de dollars de subventions à l'exportation.

Présentement, le montant des remises à l'exportation, ou appelons-le des subventions à l'exportation, accordé à la Communauté économique européenne est supérieur au prix de nos céréales à Thunder Bay. Et dans certains cas, cette remise à l'exportation est deux fois plus élevée que le prix initial payé aux céréaliculteurs de l'Ouest canadien.

Nous savons tous que l'évolution du marché mondial ne devrait pas être déterminé par des subventions ou des interventions gouvernementales, mais plutôt par l'offre et la demande, par des facteurs tels que la disponibilité et la qualité. C'est pourquoi nous devons insister et nous ne sommes pas le seul pays à le faire pour corriger cette pratique du recours aux subventions et aux protectionnisme dans le commerce de produits agricoles. Reconnaisant que l'agriculture canadienne est aux prises avec d'énormes difficultés, nous avons affiché notre détermination à protéger les intérêts de nos agriculteurs contre ces mécanismes injustes de détermination des prix.

Monsieur le Président, jamais l'agriculture n'avait été inscrite en tête de liste des priorités du discours du Trône. Nous l'avons fait. Jamais non plus un gouvernement n'avait exposé de façon aussi rigoureuse et manifeste son engagement à l'égard des agriculteurs et des agricultrices du Canada. Et

nous donnons suite à nos engagements. Le premier ministre (M. Mulroney) s'est révélé un ardent défenseur des intérêts de l'agriculture depuis notre arrivée au pouvoir. C'est grâce à son appui que nous avons pu élaborer un dossier agricole des plus éloquentes et je le répète, monsieur le Président, ce n'est qu'un début.

Tous les députés de cette Chambre, j'en suis sûre, reconnaissent que les agriculteurs et les agricultrices canadiens ont été durement touchés par les retombées des politiques de subventions injustes pratiquées par les États-Unis et l'Europe. Comme le premier ministre l'a déclaré devant la Chambre, cette situation déplorable risque de saper le principe même d'une libéralisation du commerce à travers le monde. Le gouvernement du Canada est déterminé à empêcher que cela se produise. Nous explorons toutes les voies possibles à l'échelle internationale afin de rétablir le bon sens et l'équité. Encore une fois, notre dossier témoigne de notre détermination à venir en aide à nos agriculteurs et nos agricultrices.

Monsieur le Président, le printemps dernier, j'ai fait partie de la délégation canadienne qui s'est rendue à Washington pour essayer de comprendre ce fameux *US Farm Bill*. Nous avons appris par le secrétaire américain à l'Agriculture lui-même que les États-Unis feraient tout ce qui était en leur pouvoir pour reprendre le marché qu'ils ont perdu, et qu'ils voulaient aussi donner une leçon à la Communauté économique européenne. Puisque je m'intéresse particulièrement, comme je l'ai dit tout à l'heure, aux questions agricoles, j'ai été également déléguée au Luxembourg pour la réunion annuelle des parlements européens et canadien. Nous avons discuté de la politique d'agriculture commune de la CEE et eux aussi, monsieur le Président, disent que les Américains subventionnent plus qu'eux et qu'ils ne peuvent faire autrement eux aussi à cause des problèmes de leurs agriculteurs. Donc, c'est un cercle vicieux entre les États-Unis et la Communauté économique européenne et nous devons composer avec ces deux superpuissances. Les députés de cette Chambre savent tous que nous n'avons pas les moyens de consacrer 70 p. 100 de notre budget, comme le fait la CEE, à aider nos agriculteurs et agricultrices à contrer les effets néfastes de cette guerre commerciale. Mais nous sommes déterminés à lutter avec nos moyens et nous avons confiance parce que notre lutte est juste.

La question des subventions agricoles figurait en tête de liste des priorités du premier ministre lors du Sommet de Tokyo. Comme résultat, l'agriculture est devenue l'un des points les plus importants sur lesquels les principaux commerçants ont mis l'accent. Je sais que le ministre de l'Agriculture (M. Wise) ne manque pas une occasion de faire connaître à ses homologues des autres pays la position du Canada sur cette question.

Le ministre d'État (Commission canadienne du blé) (M. Mayer) collabore aussi très activement avec les pays opposés aux subventions afin de trouver des solutions aux problèmes du commerce agricole. Appuyés par de nombreux pays, nous avons récemment exercé des pressions afin que l'agriculture figure à l'ordre du jour des négociations du GATT, objectif qui a d'ailleurs été atteint. Les résultats de ces efforts, aussi louables soient-ils, sont de longue portée. Ils ne se feront pas sentir rapidement. C'est dans ce contexte que le défi du premier ministre prend tout son sens. Comme il l'a déclaré, l'aide nécessaire pour venir en aide aux agriculteurs canadiens selon